



Mairie de Trans en Provence

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LORS DES INTERVENTIONS DES ENTREPRISES EXTERIEURES

**Avenue Marguerite de Provence
Réfection du terrain multisport et de l'espace de street fitness**

Références :

- Décret n° 92-158 du 20 Février 1992**
- Arrêté du ministre du travail du 19 Mars 1993**

Application du décret n° 92-158

**Plan de prévention pour travaux d'une durée supérieure à 400h/an
Ou relevant de la liste des 21 travaux désignés par l'arrêté du 19 Mars 1993
Voir annexe 1**

Le présent Plan de Prévention doit être communiqué par le Chef de l'entreprise extérieure à tout le personnel de l'entreprise intervenant sur le site de l'opération (Code du Travail art ; R237-11)

Lieu d'intervention	Avenue Marguerite de Provence
Adresse	Trans en Provence
Nature des travaux	Réfection terrain multisport et de l'espace street fitness
Date d'intervention	

ENTREPRISE UTILISATRICE



ENTREPRISE EXTERIEURE



Raison sociale – adresse - téléphone	Raison sociale – adresse - téléphone
Mairie de Trans en Provence 25, Avenue de la Gare Tél : 04 94 60 62 49 Fax : 04 94 60 62 20	
Site	
Responsable	Responsable
Mr le Maire	
Agent chargé du suivi de l'opération	Agent chargé du suivi de l'opération
Directeur des Services Techniques E ROMANCANT : Tel : 04 98 10 43 20/06 23 23 61 32	
Coordinateur de chantier : Nom : Tel :	Effectif présent sur le site
Médecin de Prévention	Médecine du travail
AIST 83 Tel : 04 94 50 90 80 - Fax 04 94 67 10 41	

1) Organisation du commandement :

Le donneur d'ordre de la collectivité assure la coordination des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prend l'ensemble des chefs d'entreprises extérieures.

Le donneur d'ordre a le pouvoir de suspendre ou d'arrêter une opération si les mesures de prévention ne sont pas respectées.

Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Chaque chef d'entreprise doit pouvoir présenter toutes les accréditations et autorisations à la conduite d'engins spécifiques.

Chaque chef d'entreprise doit pouvoir présenter tous les certificats de conformité, pour tout matériel spécialisé (grue, treuil,...).

Chaque chef d'entreprise extérieure doit désigner son représentant sur le site.

Chaque chef d'entreprise n'a autorité que sur son personnel.

Tout incident, soins d'infirmerie ou accident doit être communiqué au donneur d'ordre, afin que celui-ci puisse prendre les mesures conservatoires nécessaires.

2) Organisation des secours :

Pompiers	18 ou 112 (portable)	Centre antipoison	04 91 75 25 25
Gendarmerie	17 ou 112 (portable)	Hôtel communautaire	04 94 50 16 20
SAMU	15 ou 112 (portable)	ACMO	
Police municipale	04 94 60 62 37	Centre Technique	

3) Horaires et effectifs

Les horaires de la collectivité sont :

du lundi au Vendredi : 7H30 à 12H et de 13H30 à 17 H

Horaires de l'entreprise intervenante y compris les éventuels sous-traitants :

-
-
-

Observations :

4) Mesures générales de sécurité

<input type="checkbox"/>	Travail isolé : Lorsqu'une opération est exécutée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de la collectivité est interrompue, le chef de l'entreprise concernée doit prendre les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à brefs délais en cas d'accident (code du travail article R237-10)
<input type="checkbox"/>	Matériel de travail : L'entreprise doit travailler avec son propre matériel (échelle, échafaudage, outils, matériel de manutention, véhicules....), qui devra être conforme aux normes en vigueur et en bon état. La collectivité ne prêtera pas sauf cas exceptionnel (et mentionné dans le présent plan) du matériel à l'entreprise intervenante.
<input type="checkbox"/>	Balisage de la zone d'intervention : La zone de travaux doit être correctement balisée et signalée de jour comme de nuit afin d'éviter tout risque d'accident pour le public et les agents de la collectivité.
<input type="checkbox"/>	Tous les intervenants doivent porter des équipements de protection individuelle , appropriés aux travaux en cours et aux risques encourus.
<input type="checkbox"/>	Interdiction de fumer dans les locaux
<input type="checkbox"/>	Accidents, incidents, situations à risques... : Dans tous les cas se mettre à l'abri du risque et prévenir la personne représentant la collectivité et chargée du suivi du chantier. Tout accident ou blessure doit être obligatoirement déclaré. En cas d'urgence, se conformer aux consignes de sécurité de la collectivité.
<input type="checkbox"/>	Chaque Chef d'Entreprise Extérieure est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel. Code du Travail – Article R237-2

Les salariés de l'entreprise intervenante devront se conformer au règlement interne de travail en sécurité de la collectivité dont un exemplaire sera remis au chef de l'entreprise.

5) Surveillance médicale pour postes à risques (voir annexe 2)

Postes concernés	Nombre d'employés	Médecin du travail

6) Observations

Conformément au code du travail, les chefs d'entreprises s'engagent :

- a) A protéger leurs employés de tous risques accidentels ;
- b) A leur assurer, soit par des dispositions collectives, soit par des équipements de protection individuel, la garantie de leur sécurité physique ;
- c) A se soumettre à tout contrôle par l'autorité territoriale du respect des consignes d'hygiène et sécurité, pendant l'exercice de l'opération qui leur a été attribuée ;
- d) A veiller à l'intégralité physique et morale des usagers et autres tiers circulant aux abords du chantier ;
- e) A protéger et signaler conformément à la législation en vigueur, le chantier pour lequel ils interviennent ;
- f) A respecter une décision prise par l'autorité territoriale, à leur encontre en cas de manquement à ces consignes.

7) Mesures de sécurité spécifiques à l'intervention

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES		
Chimiques		<div>Mesures à la charge de :</div> <div><input type="checkbox"/> Disposer des fiches de données de sécurité des produits utilisés</div> <div><input type="checkbox"/> Choisir les produits les moins dangereux et en petit conditionnement</div> <div><input type="checkbox"/> Travailler dans des locaux bien ventilés</div> <div><input type="checkbox"/> Former le personnel à la manipulation des produits chimiques et les informer des risques</div> <div><input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires)</div> <div><input type="checkbox"/> Autres dispositions</div>	Collectivité	Entreprise
Utilisation de produits chimiques				
Travaux sur installations ou conduites ayant contenu des produits chimiques				
Travaux sur installations de gaz				
Utilisation de peintures				
Utilisation de produits de nettoyage				
Travaux à proximité de stockage de produits chimiques				
Autres				

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES	
Incendie		<i>Mesures à la charge de :</i>	
Déclenchement d'alarme		<input type="checkbox"/> Interdiction de fumer <input type="checkbox"/> Repérer les emplacements des moyens de secours <input type="checkbox"/> Repérer les issues de secours <input type="checkbox"/> Repérer les vannes de barrage (eau, gaz, électricité, ...) <input type="checkbox"/> Eviter d'encombrer les couloirs, les escaliers, les issues de secours par des stockages de produits ou matériaux de toutes sortes <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires <input type="checkbox"/> Autres dispositions <input type="checkbox"/> Permis de feu <input type="checkbox"/> Présence d'un extincteur à poudre ABC dans les véhicules <input type="checkbox"/> Formation du personnel sur l'utilisation des extincteurs	Collectivité
Travaux au voisinage de matières inflammables			Entreprise
Manipulation de produits chimiques à réaction exothermique			
Utilisation d'appareils pouvant produire des étincelles ou un échauffement			
Travaux en atmosphère à risque d'explosibilité			
Utilisation de gaz inflammables			
Forte production de poussières			
Autres			

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES		
		<i>Mesures à la charge de :</i>		
Mécaniques		<input type="checkbox"/> Respecter les précautions d'utilisation et le mode d'emploi des équipements <input type="checkbox"/> Repérer les arrêts d'urgence <input type="checkbox"/> Attacher les cheveux longs, retirer les bagues, bracelets, chaînes.... <input type="checkbox"/> Ne pas retirer les dispositifs de protection obligatoires <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires) <input type="checkbox"/> Baliser et signaler la zone de travail <input type="checkbox"/> Autres dispositions	Collectivité	Entreprise
Utilisation de machines outils et outils électriques				
Travaux sur équipement sous pression				
Vibrations				
Risques de projection				
Risques de rupture				
Utilisation d'outils thermiques				
Autres				

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES		
Manutention		<i>Mesures à la charge de :</i>		
Utilisation de chariots automoteur, grues, nacelles, engins de levage		<input type="checkbox"/> Certificat d’aptitude pour la conduite d’engins spéciaux <input type="checkbox"/> Balisage des zones d’évolution des engins <input type="checkbox"/> Interdiction de stationner sur les accès pompiers et les issues de secours <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires) <input type="checkbox"/> Autres dispositions <input type="checkbox"/> Certificat de vérification des engins à fournir <input type="checkbox"/> Rester à distance d’au moins 5 mètres des lignes électriques aériennes	Collectivité	Entreprise
Circulation et/ou évolution d’engins dans une zone de passage piétons				
Evolution d’engin de levage à proximité de lignes électriques				
Evolution d’engin au dessus des lieux de séjour du personnel				
Autres				

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES		
		<i>Mesures à la charge de :</i>		
Opération générale de ménage			Collectivité	Entreprise
		<input type="checkbox"/> Porter des chaussures antidérapantes <input type="checkbox"/> Ne pas toucher aux installations électriques ni débrancher un équipement sans l'accord préalable des occupants du local <input type="checkbox"/> Ne pas fumer dans les locaux <input type="checkbox"/> Prendre connaissance des fiches de données de sécurité <input type="checkbox"/> Porter les équipements de protection individuelle adaptés aux produits utilisés et aux tâches effectuées <input type="checkbox"/> Manipuler les sacs avec précaution <input type="checkbox"/> Autres dispositions		

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES	
Hauteur		<i>Mesures à la charge de :</i>	
		Collectivité	Entreprise
Travaux sur terrasse, toiture, candélabres, arbres, etc....		<input type="checkbox"/> Les échelles, PIRL, échafaudages, nacelles, grues, doivent être aux normes et utilisés par des personnes ayant les habilitations correspondantes <input type="checkbox"/> Baliser les zones de travail par des dispositifs visibles de jour comme de nuit <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires) <input type="checkbox"/> Autres dispositions <input type="checkbox"/> Formation du personnel au travail en hauteur <input type="checkbox"/> Certificat de vérification annuel des harnais antichute à fournir <input type="checkbox"/> Limiter l'utilisation des échelles	
Travaux sur passerelle			
Utilisation d'échelles, plates formes individuelles roulantes légères (PIRL)			
Utilisation d'échafaudages			
Utilisation de nacelles, grues			
Risque de chute de personnes			
Risque de chute d'objets			

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES	
		<i>Mesures à la charge de :</i>	
Fouilles		Collectivité	Entreprise
Réalisation de tranchées		<input type="checkbox"/> Demandes de renseignements aux concessionnaires des réseaux pour connaître leurs positions (DICT) <input type="checkbox"/> Demande d'arrêté de police pour réglementer la circulation pendant les travaux <input type="checkbox"/> Délimitation, signalisation et balisage de la zone d'intervention avec protection des utilisateurs de la voie <input type="checkbox"/> Blindage des tranchées dont la profondeur est \geq à 1,30m <input type="checkbox"/> Port de tenues à haute visibilité <input type="checkbox"/> Signalisation des véhicules et des engins. CACES obligatoires pour les conducteurs <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires) <input type="checkbox"/> Autres dispositions	
Présence de réseaux enterrés EDF GDF, Eau Potable, France Télécom, autres....			
Risques d'éboulements			
Réalisation de tranchées sous voirie			
Autres			

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES		
		Mesures à la charge de :		
Espaces Confinés		<div><input type="checkbox"/> Ne pas laisser un opérateur intervenir seul</div> <div><input type="checkbox"/> S’assurer que l’atmosphère n’est ni toxique ni explosive</div> <div><input type="checkbox"/> Ventiler dans tous les cas</div> <div><input type="checkbox"/> Moyens de communication à disposition</div> <div><input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires)</div> <div><input type="checkbox"/> Autres dispositions</div>	Collectivité	Entreprise
Travaux dans un regard, une fosse, une cuve ou dans tout espace confiné				
Autres				

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES	
Electricité		<i>Mesures à la charge de :</i>	
		Collectivité	Entreprise
Travaux dans un poste de transformation		<input type="checkbox"/> Le personnel effectuant des travaux ou interventions à proximité d'installations électriques doit être titulaire d'un titre d'habilitation électrique <input type="checkbox"/> L'outillage électrique doit être aux normes en vigueur <input type="checkbox"/> Procéder à des consignations pour mettre les installations hors tension au moment de l'intervention <input type="checkbox"/> Habilitation BR <input type="checkbox"/> Habilitation BC <input type="checkbox"/> Porter des équipements de protection individuelle (voir liste et cocher les équipements nécessaires) <input type="checkbox"/> Autres dispositions <input type="checkbox"/> Rester à distance d'au moins 5 mètres des lignes électriques aériennes	
Travaux en milieu humide			
Utilisation d'appareils électriques portatifs			
Risque de contact direct câble sous tension			
Risque de contact indirect câble sous tension			
Evolution d'engins à proximité de lignes aériennes électriques			
Autres			

RISQUES RECENSES		MESURES DE PROTECTION ET DE SALUBRITE DESTINEES A PREVENIR CES RISQUES	
Circulation interne, co-activité, configuration des locaux Autres risques		<i>Mesures à la charge de :</i>	
		Collectivité	Entreprise
Travaux nécessitant l'utilisation de matériels qui empiètent sur la circulation au sol : échafaudages, échelles.....		<input type="checkbox"/> Délimitation, signalisation et balisage de la zone d'intervention avec protection des utilisateurs de la zone <input type="checkbox"/> Interdire la circulation des agents de l'E.U dans les allées et zones utilisées par l'E.E <input type="checkbox"/> Protection par bâches ou filet pour prévenir les chutes d'objets <input type="checkbox"/> Eviter que le personnel de l' E.U soit dans la zone de travail au même moment que les ouvriers de l'E.E <input type="checkbox"/> Autres dispositions	
Travaux au dessus d'une zone d'activité de l'entreprise utilisatrice			
Autres			

8) Equipements de travail et produits utilisés

Equipement de travail spécifique à l'intervention (fournir la fiche technique correspondante)	

<u>Equipement de protection individuelle</u> (cocher les cases correspondantes)			
	Vêtement de travail		Gants
	Casque		Harnais de sécurité
	Casque ou dispositif anti-bruit		Lunettes
	Chaussures de sécurité		Visière
	Bottes de sécurité		Masque à cartouche
	Combinaison étanche		Appareil respiratoire isolant
	Masque anti-poussières		Autres

Les équipements de travail et de protection doivent être conformes, adaptés en bon état et le cas échéant, faire l'objet de vérifications périodiques.

Produits mis en œuvre dans le cadre des travaux (la fiche de données de sécurité des produits utilisés devra être à la disposition des intervenants sur le lieu de l'intervention)			

L'entreprise s'engage à récupérer et faire traiter tout reste de produit ou déchet de produit résultant de son intervention.

Elle devra signaler au représentant de la collectivité toute anomalie ou situation particulière rencontrée ainsi que tout incident ou accident

Les salariés de l'entreprise intervenante devront se conformer au Règlement Interne de Travail en Sécurité de la collectivité.

Un exemplaire de ce règlement sera remis au chef de la dite entreprise et à ses éventuels sous traitants.

9) Informations diverses

Documents remis à l'entreprise intervenante	<input type="checkbox"/> Plan général d'accès et plan du lieu d'intervention <input type="checkbox"/> Liste et descriptif des tâches à réaliser <input type="checkbox"/> Consignes de sécurité <input type="checkbox"/> Règlement interne de travail en sécurité <input type="checkbox"/> Permis de feu à la demande de l'entreprise <input type="checkbox"/> Mise à disposition de vestiaires et installations sanitaires <input type="checkbox"/> Autres
<p>En cas de non respect des règles de sécurité, le responsable du site, le représentant de la collectivité ou l'assistant de prévention se réservent le droit de faire cesser immédiatement les travaux et d'en référer au représentant de l'entreprise intervenante sur le chantier.</p> <p>Les travaux ne pourront alors reprendre qu'après constatations du respect des consignes et des règles de sécurité.</p>	

**** Remarque : les CACES et habilitations électriques doivent être obligatoirement en possession de l'agent le jour des travaux et sur le lieu de travail.***

10) Inspection commune des lieux de travail et de leurs installations

L'inspection commune a eu lieu le :
En présence de :

11) Validation du plan de prévention des risques

Le présent plan de prévention entre en vigueur en date du :

	Mairie de Trans en Provence	Entreprise
Représentant :	Eric ROMANCANT	
Agissant en qualité de :	DST	CHEF D'ENTREPRISE
Signature et/ou Cachet :		

A , le

Annexe 1 : TEXTES DE REFERENCE

Décret n° 92-158 du 20 février 1992

Art. R. 237-8 Un plan de prévention établi par écrit est arrêté, avant le commencement des travaux, dès lors que l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles celles-ci peuvent faire appel, **représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à quatre cents heures de travail sur une période égale au plus à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus.** Il en est de même dès l'instant où, en cours d'exécution des travaux, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre quatre cents heures.

Un plan de prévention est également arrêté et établi par écrit, avant le commencement des travaux, quelle que soit la durée prévisible de l'opération, **lorsque les travaux à effectuer pour réaliser l'opération sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.**

Arrêté du 19 mars 1993

Art.1 liste de ces travaux:

- 1) Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
- 2) Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du travail.
- 3) Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
- 4) Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
- 5) Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant des risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article R. 233-29 du code du travail.
- 6) Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
- 7) Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
- 8) Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
- 9) Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
- 10) Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la TBT.
- 11) Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du code du travail.
- 12) Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret no 65-48 du 8 janvier 1965.
- 13) Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
- 14) Travaux exposant à des risques de noyade
- 15) Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
- 16) Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret no 65-48 du 8 janvier 1965.
- 17) Travaux de démolition.
- 18) Travaux dans ou sur des cuves et accumulation de matière ou en atmosphère confinée.
- 19) Travaux en milieu hyperbare
- 20) Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 33 A selon la norme NF EN 60825.
- 21) Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu »

Annexe 2 : PRINCIPAUX RISQUES JUSTIFIANT UNE SURVEILLANCE MEDICALE RENFORCEE (source AIST 83)

La classification des salariés en S.M.R relève de la responsabilité de l'employeur.
Elle conditionne notamment la surveillance que le médecin appliquera aux salariés.
N'hésitez pas à consulter votre médecin du travail.

S.M.R. 1 : RISQUES RELEVANT DES DECRETS SPECIAUX

(pris en application de l'article L.231.2.2è al. du code du travail)

- Amiante
- Arsenic
- Benzène
- Bioxyde de Manganèse
- Bromure de méthyle
- Bruits (> 85dB A moy ; > 135dB A crête)
- Chlorure de Vinyle monomère
- Peinture et Vernissage
- Cancérogène, Mutagènes, toxiques pour la Reproduction
- Mines et carrières / silice
- Plomb et composés
- Rayonnements ionisants
- Travaux sur écran (> ou = à 4 heures quotidiennes)
- Travaux dans les égouts
- Travaux hyperbares
- Verreries
- Agents biologiques

S.M.R. 1N: RISQUES RELEVANT DES DECRETS SPECIAUX

- Travail de nuit

S.M.R: RISQUES RELEVANT DE L'ARRETE DU 11 JUILLET 1977

- **Travaux comportant l'emploi, la manipulation ou l'explosion aux agents suivants :**
 - Fluor et ses composés ;
 - Chlore ;
 - Brome ;
 - Iode ;
 - Phosphore et composés, notamment les esters phosphoriques, pyrophosphoriques, thiophosphoriques, ainsi que les autres composés organiques du phosphore ;
 - Arsenic et ses composés ;
 - Sulfure de carbone ;
 - Oxychlorure de carbone ;
 - Acide chromique, chromates, bichromates alcalins, à l'exception de leurs solutions aqueuses diluées ;
 - Bioxyde de manganèse ;
 - Plomb et ses composés ;
 - Mercure et ses composés ;
 - Glucine et ses sels ;
 - Benzène et homologues ;
 - Phénols et naphthols ;
 - Dérivés halogénés, nitrés et aminés des hydrocarbures et de leurs dérivés ;
 - Brais, goudrons et huiles minérales ;
 - Rayons X et substances radioactives.
- **Travaux suivants :**
 - Application des peintures et vernis par pulvérisation ;
 - Travaux effectués dans l'air comprimé ;
 - Emploi d'outils pneumatiques à main, transmettant des vibrations ;
 - Manipulation, chargement, déchargement, transport soit de peaux brutes, poils, crins, soies de porcs, laine, os ou autres dépouilles animales, soit de sacs, enveloppes ou récipients contenant ou ayant contenu de telles dépouilles, à l'exclusion des os dégelatinés ou dégraissés et des déchets de tannerie chaulés ;
 - Travaux effectués dans les chambres frigorifiques ;
 - Travaux exposant aux émanations d'oxyde de carbone dans les usines à gaz, la conduite des gazogènes, la fabrication synthétique de l'essence ou de méthanol ;
 - Travaux exposant aux poussières de silice, d'amiante et d'ardoise (à l'exclusion des mines, minières et carrières)
 - Travaux de polymérisation du chlorure de vinyle
 - Travaux exposant au cadmium et composés ;
 - Travaux exposant aux poussières de fer,
 - Travaux exposant aux substances hormonales ;
 - Travaux exposant aux poussières de métaux durs (tantale, titane, tungstène et vanadium)
 - Travaux effectués dans les égouts ;
 - Travaux effectués dans les abattoirs, travaux d'équarrissage ;
 - Collecte et traitement des ordures ;
 - Travaux exposant à de hautes températures, à des poussières ou émanations toxiques et concernant le traitement des minerais, la production de métaux et les verreries ;
 - Travaux exposant aux poussières d'antimoine ;
 - Travaux exposant aux poussières de bois ;
 - Travaux en équipes alternantes effectués de nuit en tout ou en partie ;
 - Travaux d'opérateur sur standard téléphonique, sur machines mécanographiques, sur perforatrices, sur terminal à écran ou visionneuse en montage électronique ;
 - Travaux de préparation, de conditionnement, de conservation et de distribution de denrées alimentaires ;
 - Travaux exposant à un niveau de bruit supérieur à 85 décibels.

S.M.R. 3: SURVEILLANCES MEDICALES RENFORCEES LIEES A LA PERSONNE

- Femmes enceintes
- Mères dans les 6 mois suivant l'accouchement et pendant la durée de l'allaitement
- Travailleurs migrants ou ayant changé de type d'activité depuis moins de dix huit mois
- Handicapés
- Jeunes de moins de dix huit ans

S.M.R. B: SURVEILLANCES MEDICALES RENFORCEES ISSUES D'UN ACCORD DE BRANCHE ETENDU

(ayant donné lieu à un arrêté d'extension publié au J.O)